

Programme Réseaux des Zones Arides

DOSSIER

**LA COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT
ET LA CRISE DU
DÉVELOPPEMENT ET
DE L'ENVIRONNEMENT**

Kishore Saint

IIED

INTERNATIONAL
INSTITUTE FOR
ENVIRONMENT AND
DEVELOPMENT

Dossier No.25

**Mars
1991**

Ce papier a été publié dans le bulletin IFDA dossier 79 de l'octobre/décembre 1990.

L'auteur peut être contacté à:

Ubeshwar Vikas Mandal
10-C, Fatchpura
Udaipur 313001, Inde

Traduction: Claude Fivet Démoris

**LA COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT
ET LA CRISE DU
DÉVELOPPEMENT ET
DE L'ENVIRONNEMENT**

Kishore Saint

LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET LA CRISE DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

Kishore Saint

La coopération au développement, euphémisme relativement récent pour "aide au développement bilatérale et multilatérale", a connu une évolution en plusieurs phases. A la fin des années quarante et au début des années cinquante, dans les pays d'Asie ayant récemment accédé à l'indépendance - l'Inde et la Chine notamment - on concevait le développement en termes d'autonomie, sans aide d'origine externe. C'est dans les années cinquante que le développement, en tant que modernisation et industrialisation sur le modèle occidental, prit son essor et devint lié à l'aide extérieure. Celle-ci prit tout d'abord la forme d'apports en éducation et expertise, ainsi que de transferts de technologie pour l'industrialisation et l'extension des infrastructures, puis elle intervint à titre de secours, de bienfaisance, de soulagement de la pauvreté et de mesures de développement du secteur rural. Le gros de cette aide a été transmise, et continue de l'être, sur une base bilatérale (de pays à pays) et multilatérale (par l'intermédiaire d'agences internationales).

En Inde, après l'effort avorté d'autonomie des années cinquante, Grandan-Grandswarajya, le secteur non-gouvernemental bénévole s'est retrouvé lui aussi lié à l'oeuvre soutenue par le gouvernement et les agences de financement internationales en matière de secours, de bienfaisance, de soulagement de la pauvreté et de développement rural. Parallèlement à cela, des groupes indépendants d'action sociale - gandhien, marxistes, chrétiens, ont mené des expériences de prise de conscience, d'organisation et de mobilisation des pauvres sur des questions locales de justice sociale, de droits de l'homme et d'environnement, bénéficiant largement d'idées et de soutiens d'agences de financement basées au Canada, en Grande-Bretagne, en Suisse, en Allemagne de l'Ouest et en Hollande.

Ces dernières ont collecté des fonds et apporté leur soutien aussi bien dans que hors du cadre des églises chrétiennes. Par la suite, elles ont aussi servi de canal de transmission de fonds gouvernementaux provenant des pays "donateurs". Le financement non-gouvernemental issu des États-Unis, - des fondations privées surtout - a eu une influence non négligeable sur les orientations de politique, de l'allocation des priorités, et de gestion, dans le secteur bénévole indien. Plus récemment, un soutien offert par les agences non-gouvernementales scandinaves, bénéficiant de fonds d'État, est apparu sur

scène, la Finlande étant peut-être la dernière venue en ce domaine.

Je voudrais aborder le problème de la coopération au développement dans le contexte de l'essence même - contre-productive et portée au dysfonctionnement - d'un développement global dominé par les divers modes de contrôle exercés par les États ou les grandes sociétés. Au cours des quarantes dernières années, le développement a représenté la grande entreprise de ces systèmes, a servi les intérêts de l'élite dominante mondiale, offrant à ses membres un niveau et un style de vie basés sur la consommation et l'abondance des déchets. Ce même développement a provoqué par ailleurs la destruction sur grande échelle des ressources naturelles, entraînant une crise de survie, qui, si elle ne touche au départ que ceux qui dépendent directement de ces ressources, a le potentiel d'affecter l'humanité toute entière. Les famines africaines des années soixante-dix et quatre-vingts, les sécheresses et désertifications des régions sahéliennes africaines et des régions d'Asie, la destruction des forêts tropicales, les pluies acides, le réchauffement de l'atmosphère terrestre et les ruptures de la couche d'ozone " autant de catastrophes et de dangers dont on peut sans hésiter attribuer la responsabilité au développement. Bien que nous ayons de plus en plus conscience " une conscience fortement teintée d'anxiété " des liens qui existent entre la dégradation de l'environnement et le développement global, nous avons toujours tendance à prendre l'option conjointe de l'environnement et du développement. Or, plus rapidement que nous le pensons, il nous faudra faire des choix difficiles.

Je voudrais développer cette question et l'illustrer en faisant référence aux conséquences du développement dans ma partie du monde, l'Aravalis, située en Inde, dans le Sud du Rajasthan. Sans avoir, au contraire des colonisateurs, accès aux ressources d'autrui, l'Inde s'est lancée dans la voie de l'industrialisation et de l'exploitation des zones rurales en général, tribales en particulier. Aravalis, bassin hydrographique en collines qu'habitent l'ethnie Bhil et d'autres communautés rurales, compte parmi ces zones. Il y a environ trente ans, la région portait un manteau étendu de forêts subtropicales, couvrant 70% de sa surface, et fournissant la base vitale des communautés villageoises sur une zone de 50.000 km². Bien qu'une partie de la forêt ait appartenu à la famille régnante et à des propriétaires féodaux, la plus grande proportion, de loin, des forêts et pâturages était utilisée et contrôlée par ces communautés villageoises. Le village étant leur unité de contrôle et de gestion des ressources, elles pratiquaient l'agriculture dans des vallées bien arrosées, ainsi que la vaine pâture et la cueillette de toute une gamme de produits forestiers, pour subvenir aux besoins locaux. Suite à la constitution de l'État post-colonial, toutes les terres forestières privées, et l'essentiel des terres

communautaires, furent déclarées terrains forestiers d'État. Les propriétaires privés parvinrent à réaliser la coupe et la vente de leurs forêts avant le transfert de leurs terres à l'État. Dans le cadre de la campagne menée sur le thème: "Cultivez plus d'aliments" (Grow more food), on encouragea les gens à coloniser et cultiver les terres forestières, même pentues. Sur les terrains forestiers d'État, on s'est livré à une exploitation à but commercial, génératrice de revenus, impliquant la pratique des coupes blanches par des entrepreneurs qu'animaient l'appât du gain. De puissants intérêts locaux envahirent peu à peu la plupart des forêts et pâturages villageois qui restaient, et se les approprièrent.

Avec la disparition des forêts, c'est toute la région qui devint sujette aux sécheresses, et dont la productivité naturelle diminua. Les cours d'eaux pérennes s'asséchèrent. Apparurent des pénuries alimentaires chroniques (à distinguer des famines périodiques) et un schéma de dépendance envers les organismes d'assistance. Chaque fois que cette option n'était pas disponible, les communautés aux populations humaines et animales accrues devaient recourir à la coupe de la forêt restante pour en vendre le bois aux zones urbaines. Conséquence de tout cela, la couverture forestière est désormais réduite à moins de 5% du territoire. Plus récemment, l'urbanisation et l'industrialisation ont exercé de nouvelles formes de pression, non seulement sur la forêt mais aussi sur les ressources hydrographiques, qu'elles soient en surface ou souterraines, captant les réserves d'eau pour un très faible coût, et en privant invariablement les utilisateurs traditionnels, à savoir les paysans. C'est ainsi que dans les années quatre-vingts, la superficie irriguée du district d'Udaipur a été réduite de moitié. On estime que la nappe phréatique diminue au rythme d'un mètre par an. La période 1985-88 a connu trois sécheresses successives, à la sévérité croissante, et qui culminèrent avec la Trikal, triple sécheresse accompagnée de pénurie d'aliments, de fourrage et d'eau et menant toute la région au bord d'un désastre de type sahélien, qui ne fut évité que grâce à, d'une part, des secours à grande échelle et adéquats dans l'ensemble, fournis par l'État et les agences bénévoles, et d'autre part l'arrivée à temps des pluies de la mousson.

Comme partout ailleurs dans le monde, les organes de commande et les moteurs de cette destruction par le développement ont été les agences d'État et du secteur industriel et commercial, avec leurs activités, qu'elles fussent ou non planifiées. Pourtant, dans le contexte indien, le modèle et le chemin de développement occidentaux avaient été l'objet d'interrogations et d'avertissements, émis par une personnalité qui n'était rien moins que le Mahatma Gandhi. Il ne vécut pas assez pour insister sur ce point. Certains de ses disciples, notamment Vinoba Bhave et Jaya Prakash Narayan, ont poursuivi cette critique et tenté de lancer une approche

pionnière et différente grâce au Bhodan (don de terre), au Gramdan (don au village), au Gram Swarajya (autogestion villageoise), à la notion de Swadeshi (indigène), au concept de tutelle communautaire, et aux mouvements pour la démocratie des candidats des gens sans parti. Toutes ces idées et expériences, et bien d'autres, étaient dérivées du programme constructif qu'avait lancé le Mahatma Gandhi dans les années vingt. Les vecteurs de base envisagés pour leur réalisation devaient être des citoyens indépendants, dotés d'une perspective claire, de valeurs fondamentales indigènes et solides, et d'un esprit de service et de sacrifice. L'État indien, bien qu'engagé dans un chemin de développement moderniste et non gandhien, a essayé de faire une place aux initiatives et mouvements gandhiens et autres basés sur le bénévolat, en leur affectant un rôle en matière de secours, de bienfaisance et, plus tard, de soulagement de la pauvreté et d'obtention de patronages et de fonds. Le secteur privé, qui avait apporté un soutien moral et matériel considérable à l'oeuvre constructive effectuée durant la lutte pour l'indépendance, a choisi, de concert avec l'État, la voie du développement moderne et a limité son aide aux efforts du secteur bénévole en matière de secours, de bienfaisance, de soulagement de la pauvreté et de développement rural. Bien qu'elles aient manifesté leurs doutes et leurs interrogations (parfois jusqu'à la critique et la mise en accusation) quant à l'orientation du développement et certains de ses projets et conséquences spécifiques, dans l'ensemble, les organisations non-gouvernementales se sont situées et ont agi dans le contexte du modèle dominant de développement.

Il faut dire que jusqu'en 1985 notre travail ne divergeait guère du modèle général. Mais, avec la fréquence et la sévérité croissantes des sécheresses, certaines images de notre réalité, comme les camionnages illicites de bois, ont commencé à tenir une grande place dans notre conscience. Nous avons pris la résolution de mettre un terme à cette auto-destruction. En un premier temps, nous avons rassemblé dans un village un groupe informel de jeunes d'origine tribale, afin d'entamer une réflexion sur ce qui se passait et sur ses causes. Nous avons ranimé les mémoires des anciens, pour découvrir ce qu'était la vie quand les forêts étaient encore intantes. Ils nous ont décrit une ère d'abondance en fourrage, en lait, en grains et en produits forestiers. Ils ont compris en quoi leur pauvreté présente était liée au déboisement, et ont accepté la nécessité de prévenir les coupes futures. Or, pour réaliser cette alternative, un autre gagne-pain était nécessaire. Nous avons suggéré de protéger et de planter un petit pâturage (20 ha) sur un terrain dégradé à flanc de côteau. Après la saison des pluies suivantes, l'endroit a connu une spectaculaire régénération naturelle, fournissant assez de fourrage pour le bétail de 40 familles durant toute la saison sèche. Une telle démonstration fit se répandre le message dans les 25 villages environnants, et, au cours des trois

années suivantes, notre ouvrage s'est étendu à une zone de 2.000 hectares. Nous avons créé des pépinières pour les espèces locales, bâti des murs de protection, planté et replanté, mis en place des dispositions d'entretien, de protection et de partage du produit obtenu, appliqué des mesures de conservation du sol et de l'eau, installé des sites de production de biogaz et des réservoirs d'eau souterrains, et organisé des camps de formation, des marches et des programmes culturels, pour disséminer et renforcer notre message. Simultanément, nous avons fait de toute cette question l'objet de discussions et d'interventions écrites au niveau local, à celui de l'état ainsi que de la nation, afin de concentrer l'attention et de mobiliser l'opinion et l'action publiques.

Cet effort est un mince exemple de ce qu'un groupe déterminé de gens du cru peut réaliser pour contenir la destruction des ressources naturelles et donner une autre orientation au développement, avec des éléments adéquats en matière de ressources, et de structure d'éducation et de gestion. Ayant pris conscience des dommages infligés, les communautés ont recouvré leur notion de la vraie valeur de leurs propres ressources en terres, en eau et en plantes. Elles ont pris des mesures de reboisement et de régénération de ces ressources, et les ont appliquées. Leurs efforts ont eu pour récompense les bonnes pluies de l'an dernier, venues en renforts. Bien entendu, leurs membres ne comprennent toujours pas (sans parler de contrôler) les forces profondes qui poursuivent un type de développement destructeur.

Parmi les tâches les plus fondamentales, il y a la création de la prise de conscience de ces dégâts et de cette destruction, et la mise en évidence de leurs liens avec les tendances dominantes du développement. Pendant ces vingt dernières années, des citoyens indépendants, des scientifiques et des penseurs, se sont livrés - individuellement et en groupes à différents niveaux, ainsi qu'en tant que communautés et organisations civiques - à une analyse et mise en exergue de ces problèmes. Ils ont aussi mené des actions préventives et curatives. C'est tout un genre nouveau d'activités bénévoles qui est apparu, suscité par la crise de l'environnement. Néanmoins, la grande majorité des organisations non-gouvernementales conventionnelles demeurent engagées dans des tâches de secours, de bienfaisance, de soulagement de la pauvreté, etc, et ce toujours dans le contexte du modèle dominant de développement. Il leur manque une structure et une méthodologie de compréhension du développement sous l'angle de la possibilité de le soutenir à long terme, et sous celui de son impact écologique. Il leur manque aussi de ressentir vraiment l'existence de la crise, et la volonté de résister au développement destructeur. Et au-delà, leurs activités ne sont l'objet d'aucune perspective ou programme de régénération.

A ce point de notre exposé, il vaut la peine de réfléchir à la nature de l'initiative, de l'organisation et de l'action bénévoles dans la société, et de leur relation ambivalente avec les systèmes en place. Les racines de l'action bénévole plongent dans un aspect caractéristique de la liberté humaine telle que l'exercent les gens en tant qu'individus, personnes sociales, et citoyens. A partir de l'expérience et de la compréhension de la problématique d'une certaine époque et d'une certaine culture, l'action bénévole engendre des réactions de type créatif, réactif et correctif, à différents niveaux selon l'étendue des relations où elle s'insère et la portée de sa responsabilité. En tant que manifestation de la conscience et de la lucidité du corps social, la réaction bénévole prend un sens tout spécial dans les temps de crise. Elle porte en elle-même le potentiel de toute une gamme d'approches, d'expériences et d'idées, et occupe aussi le champ libre, fondamental, de l'innovation et de la détermination sociales, champ qui est souvent l'enjeu que guettent, à des fins de contrôle et de manipulation, des pouvoirs partisans, l'État y compris.

Comme on l'a déjà indiqué, une bonne part de l'effort bénévole conventionnel original en matière de développement et de coopération au développement s'est retrouvé situé et coopté sans la moindre critique au sein du développement dominant. La crise actuelle du développement et de l'environnement a donné lieu à de nouvelles initiatives et de nouveaux mouvements bénévoles, qui s'intéressent à l'étude, à l'analyse et à la critique, à l'élaboration de politiques, de réformes et d'expériences pour des modes et des orientations alternatifs. Mais ces groupes et initiatives sont eux aussi menacés d'absorption par les systèmes de contrôle, qui ne sont restés, face à la situation de crise, ni inconscients, ni indifférents.

Tout en demeurant piégés et engagés avec persistance dans un effort de développement dicté par les nécessités de modes de vie dont la production-consommation se poursuit sous le signe du gâchis et de la destruction, ainsi que du maintien, en jouant du militarisme et du contrôle économique, de la domination des élites établies, ces systèmes ont fait montre, après les années soixante-dix, du désir d'entamer des réformes liées à l'environnement, aux droits de l'homme, au soulagement de la pauvreté et aux questions de la paix. Cette ouverture engageante a souvent tenté les individus et organisations bénévoles, l'idée étant d'apporter leurs énergies et leurs efforts aux mesures correctrices prévues ou lancées par les systèmes de contrôles, leur donnant ainsi force et légitimité, et privant en même temps du force et de cohérence intellectuelles les contre-mouvements au niveau du terrain, des communautés, et du social.

Le principal facteur contribuant à cette tendance est le caractère social ainsi que l'éducation-socialisation des

bénévoles qui, dans l'ensemble, conçoivent leur carrière et leur mode de vie essentiellement selon les mêmes termes de référence que les élites au pouvoir. Ils ne savent pas non plus identifier d'autre instrument que le pouvoir d'état ou celui des entités économiques lorsqu'il s'agit d'envisager une transformation sur une telle échelle. La pierre de touche de leur action bénévole tient à leur degré de liberté d'action et d'organisation au sein du système dominant, et non à la création d'alternatives et de mouvements comme le féminisme, les mouvements des populations indigènes, l'objection de conscience et les mouvements pacifistes, les modes de vie écologiques et la défense des communautés, etc.

Pourtant, l'action bénévole demeure, pour la personne humaine, le domaine de la liberté et du possible, et c'est dans des entreprises individuelles créatrices que s'incarneront les plus puissantes expressions de cette libre volonté. Je voudrais donc formuler l'hypothèse selon laquelle c'est en ce moment de sclérose systémico-institutionnelle qu'une réaction bénévole de type écologique, humaniste et libératoire peut se manifester, qu'elle se situe au niveau individuel ou au sein de communautés et groupes en danger. Et ce sont ces deux niveaux qui détiennent, en une relation de complémentarité non dogmatique et non paternaliste, le potentiel d'un mouvement historique de régénération. Ce qu'il faut récupérer et découvrir en premier, c'est la personne elle-même: chacun doit recouvrer son être hypothéqué, et découvrir son être dissimulé sous le poids mort du système. La première prise de conscience du potentiel et de la responsabilité de chacun doit se produire en soi-même. La première écoute, l'écoute primaire, doit être pour chacun celle de sa propre conscience, la petite voix intérieure de Gandhi, antaratma, qui est paraatma. La première expérience de douleur et de déchirement doit être subie par chacun dans son propre cœur. Les premiers frémissements de la compassion et de la sensibilité, sanyedna, c'est dans son être propre que chacun doit les ressentir. Cette récupération implique aussi une abondance de renoncement et l'abandon derrière soi du superflu et du redondant.

Avec la reconquête de soi-même, chacun doit accepter sa relation au monde et sa responsabilité à son égard, ce monde qui est la globalité en cet instant de l'histoire de l'humanité. Quant aux appauvris et à ceux qui sont en péril, il faut, pour les aider, que les plus capables d'entre ceux qui s'inquiètent et ont souci des laissés pour compte, se situent au sein même des peuples et des régions en crise. Il faut que soit radicalement modifié le déséquilibre ridicule qui caractérise l'ordre des choses actuel, et qui veut que les plus intelligents et les plus compétents s'entassent dans les institutions culminantes de recherche, de communication, de formation et de financement, tandis que s'étiolent le terrain et les communautés, faute d'animateurs adéquats. Pour

obtenir une saine régénération, les meilleures graines doivent être semencées dans le sol et non gardées sous vitrine.

C'est avec un tel point de départ et à partir d'une relation faite de sensibilité et d'intérêt pour autrui, que l'on pourra envisager et réaliser la mission et les tâches nécessaires à assurer notre survie, à prévenir d'autres destruction, à restaurer les éléments productifs, ainsi que pour revendiquer les ressources et leurs possibilités, pour plaider et mettre en évidence cette cause, et pour comprendre les mécanismes d'une saine régénération. Et ceci, à son tour, impliquera une autre récupération, une autre découverte, à savoir celles, par la communauté, de ses propres forces et de son potentiel propre pour un autre développement. Cela exigera aussi de confronter, de défier et de changer les modalités et les structures établies de l'État, des puissances économiques, de la société, des églises et même du secteur bénévole, à différents niveaux.

Une telle perspective comporte plusieurs conséquences pour la coopération au développement, qui ne saurait continuer comme si de rien n'était. Il faut instaurer un moratorium de la "coopération au développement" conventionnelle, afin qu'on puisse bénéficier d'une pause et d'une occasion de se livrer à une honnête révision et réflexion, dont le besoin est évident à tous les niveaux: personnel, communautaire et publique, institutionnel, réticulaire et systémique. Cette tâche doit être animée d'un sentiment d'urgence et de responsabilité, et être dotée d'une capacité inhérente à diffuser, auprès des partenaires de ce travail commun, les processus, les aperçus et les décisions qu'on aura élaborés. Le programme d'une telle réflexion pourrait comprendre les points suivants:

1. Nature de la crise du développement et de l'environnement, envisagée globalement et dans la propre région, le propre pays, de chacun; base systémique/historique de la crise.
2. Modalités éthiques et mission du bénévolat: rôle et réaction du bénévolat dans le développement et la coopération au développement jusqu'à présent, en termes conventionnels.
3. Perception de la crise et réactions à la crise dans le propre système ou la propre société/nation de chacun; options et possibilités en matière de politiques et de ressources; attitudes et opinions.
4. Communautés/habitats/écosystèmes "en danger", et réactions à de telles situations.
5. Concepts et expériences/efforts en vue de la régénération/récupération alternative, non destructrice et soutenable, en vue d'un développement

ayant les mêmes caractéristiques; exposé global et dans la propre région, le propre pays, de chacun.

6. Stratégies de l'intervention et de la coopération bénévoles pour la résistance/prévention/restauration/régénération et réorientation des modes de vie, des relations et du développement.

Un tel programme doit être commun à tous les partenaires, qu'ils soient du Nord ou du Sud. Il présuppose qu'il existe des personnes individuelles qui, dans tous les systèmes, toutes les communautés et organisations, ont la capacité et le courage de prendre une position critique et ouverte à l'égard d'une conjoncture commune difficile.

Pour conclure, je voudrais traiter brièvement du lien entre l'action civique bénévole et la politique. Dans une société démocratique, le citoyen tient toute une variété de rôles, sociaux et politiques. Même la politique, prise comme exercice et contrôle du pouvoir, possède des dimensions qui ne peuvent pas toutes être subsumées ou soumises au fonctionnement de l'appareil d'état. En tant que travailleur social bénévole, je n'accorde pas de prééminence, dans le champ social, à la politique politicienne. Mais en même temps, le fait que je fasse partie du secteur bénévole ne m'empêche pas de jouer un rôle politique. Le choix d'un engagement majeur dans le secteur bénévole n'équivaut pas à affaiblir le politique, contrairement à ce qu'affirment certains. Nombreuses sont les personnes douées de sensibilité qui trouvent répugnante la politique politicienne que nous connaissons. Je me compte parmi elles, et je conçois en des termes différents ce qu'est ma tâche politique. La politique actuelle n'a pas la moindre idée de la crise de l'environnement, qui est, justement, une crise de la politique elle-même. On ne peut la comprendre que de la même manière qu'il fallait comprendre la crise de la politique au 19^e siècle, quand on commençait à articuler l'idiome marxiste, et à avancer des arguments en faveur de l'idéal socialiste. De nos jours, ce sont les inquiétudes et les problèmes écologiques qui sont en attente d'un idiome pertinent et de modes d'organisation et d'action adéquats, dont la potentialité réside dans tous ces mouvements sociaux qui ne se reconnaissent dans aucun parti.

*

*

*



Programme Réseaux des Zones Arides

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, England

Tel: (44-71) 388.2117 Fax: (44-71) 388.2826

Telex: 261681 EASCAN G